

1
(N^o. 95.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1845—1846.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N^o 1.

M. DE CORSWAREM, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
FEUILLETON. | Numéros
du registre des
PÉTITIONS. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 1163. | Par pétition datée de Louvain, le 26 novembre 1844.

Le sieur Peeters, ancien géomètre, prie la Chambre de s'occuper le plus tôt possible de la réclamation concernant la confection des plans d'alignement et de délimitation des chemins vicinaux. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics. |
| 2. | 1194. | Par pétition en date du 28 novembre 1844,

Le conseil communal de Péruwelz demande que la station du chemin de fer, dans la traverse de Leuze, soit établie à la barrière du Vieux-Leuze. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics. |
| 3. | 1221. | Par pétition datée de Bruxelles, le 23 décembre 1845,

Le sieur Tarte, fondé de pouvoirs de la société anonyme des routes réunies, demande que l'État rachète les routes et les ponts construits par la société. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics. |
| 4. | 1263. | Par pétition datée de Bell, le 20 janvier 1845,

Plusieurs habitants de Bell, commune de Gheel, pré- |

sentent des observations contre le tracé de la route projetée de Gheel à Moll. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics.

5. 1290. Par pétition sans date ,
Le sieur Touvenel, ingénieur civil à Mous, présente des observations sur la cause de l'accident survenu au Tunnel de Tirlemont. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de faire une enquête sur cet accident.
6. 1330. Par pétition en date du 16 février 1845,
Le sieur Torton présente des observations sur l'utilité de l'emploi des troupes pour l'exécution des travaux publics. — Concl. — Renvoi au Ministre de la Guerre.
7. 1344. Par pétition datée de Molenbeeck-St-Jean, le 15 février 1845,
Les sieurs Bulens, Incolle et Deschamps présentent un mémoire qui a pour objet la réunion des trois stations du chemin de fer et la formation d'une grande foire annuelle, et prient la Chambre de faire examiner ces projets. — Concl. — Renvoi aux Ministres des Travaux Publics et de la Guerre.
8. 1382. Par pétition en date du 20 février 1845,
Le conseil communal d'Alost soumet à la Chambre un mémoire qui a pour objet la construction d'un chemin de fer de Bruxelles, par Alost et Wetteren sur Gand. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics.
9. 1417. Par pétition en date du 8 mars 1845.
Le conseil communal de Jodoigne présente des considérations sur l'utilité d'un chemin de fer de Namur à Tirlemont, par Perwez et Jodoigne. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics.
10. 1445. Par pétition en date du 12 mars 1845,
Le conseil communal de Joncret présente des observations contre la demande de concession de deux embranchements de chemin de fer, dont l'un de Couillet à Oret, l'autre de Mouliu à Florennes. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics.
11. 1502. Par pétition en date du 5 avril 1845,
Plusieurs habitants de Gembloux demandent la construction d'un chemin de fer de Louvain à Jemeppe-sur-Sambre.

Même demande des habitants de Nil-St-Vincent-St-Martin. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics.

12. 1515. Par pétition en date du 5 avril 1845,
Plusieurs habitants de diverses communes du canton de Perwez demandent qu'il soit stipulé dans l'acte de concession du chemin de fer entre Jennepe et Louvain, qu'il sera établi une grande station au point dit la Lessière sous Walhain-St-Paul-Sart-lez-Walhain. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics.
13. 1535. Par pétition en date du 10 avril 1845,
Le sieur Van Herck, négociant à Waremmes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir l'indemnité qui lui revient du chef des pertes que lui a fait subir l'administration du chemin de fer en retardant l'expédition de ses marchandises. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics.
14. 1630. Par pétition en date du 22 avril 1845,
Le conseil communal de Renaix prie la Chambre d'ordonner l'étude d'un chemin de fer de Mons à Gand et d'en autoriser la concession. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics.
15. 1654. Par pétition sans date,
Plusieurs habitants de la vallée de la Meuse demandent que le Gouvernement soit autorisé à concéder le chemin de fer de Liège à Maestricht projeté par MM. Larmarche et Borguet. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics.
16. 1681. Par pétition en date du 1^{er} mai 1845,
Le conseil communal de Gelrode demande que le chemin de fer de Louvain à Diest passe par Aerschot. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics.
17. 1710. Par pétition en date du 20 septembre 1845.
Le conseil communal de Balâtre propose de faire prolonger la route de Wainage vers celle d'Eghezée en projet, afin de procurer de l'ouvrage à la classe ouvrière pendant la saison de l'hiver.
Même demande des conseils communaux de Velaine et Onoz. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics.

18. 1711. Par pétition sans date,
Les bourgmestres des communes de Ermeton-sur-Biert, Flavion, Corenne, Omezée, Souleme, Gochénée, Agimont, Hermeton-sur-Meuse, Xastière, Gerin, Anthée, Falaën et Sosoye prient la Chambre de faire exécuter le prolongement de la route de Ligny à Dénée jusque Anthée et ceux des chemins vicinaux déclarés de grande communication, afin de donner à la classe ouvrière de l'ouvrage pendant la saison de l'hiver. — Concl. — Renvoi au Ministre des Travaux Publics.
19. 1712. Par pétition datée de Beaumont, le 10 novembre 1845,
Le sieur Bricoux, vérificateur des contributions directes à Beaumont, soumet à la Chambre un projet de loi relatif à l'aliénation et au défrichement des bruyères et terrains incultes de la Belgique. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
20. 1755. Par pétition datée de Verviers, le 19 novembre 1845,
Le sieur Wasson demande que le Gouvernement mette en adjudication l'exploitation des salles de restaurant dans les stations du chemin de fer, et offre 3,000 francs annuellement pour occuper la salle de restaurant dans la station de Verviers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics avec demande d'un rapport.
- M. DE RENESSE, 2^e rapporteur.**
21. 1059. Par pétition datée de Saint-Hubert, le 5 novembre 1845,
Le sieur Fortuner, pharmacien à Saint-Hubert, renouvelle sa demande tendant à ce que la Chambre s'occupe d'une loi d'organisation médicale. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'Intérieur.
22. 1115. Par pétition datée de Mons, le 7 novembre 1844,
Le sieur Brenier, docteur en médecine, demande la création de bibliothèques médicales provinciales. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'Intérieur.
23. 1189. Par pétition du 11 décembre 1844,
Le sieur Nicolas Pigières demande la mise en liberté du nommé Charles Lignan, détenu au dépôt de mendicité

de Reickem. — Concl. — Renvoi au Ministre de la Justice avec demande d'explications.

24. 1206. Par pétition en date du 15 décembre 1844,
Le sieur Seulen, pharmacien à Florenville, demande une loi sur l'organisation du service médical. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'Intérieur.
25. 1725. Par pétition datée de Liège, le 1^{er} juillet 1845,
Plusieurs pharmaciens, dans la province de Liège, demandent la révision des lois qui régissent la pharmacie. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'Intérieur.
26. 1241. Par pétition datée d'Attert, le 16 janvier 1845,
Le sieur Threm, serrurier à Attert, réclame l'intervention de la Chambre pour qu'il soit donné suite aux plaintes qu'il a adressées au Ministre de la Justice. — Concl. — Ordre du jour.
27. 1480. Par pétition datée de Courtray, le 26 janvier 1845,
Les parents, voisins et amis du sieur Édouard Filleul, détenu à Courtray, demandent sa mise en liberté. — Concl. — Ordre du jour.
28. 1680. Par pétition sans date,
Le sieur Meurant se plaint de ce que deux de ses frères et un beau-frère ont été arrêtés en violation de la loi. — Concl. — Ordre du jour.
29. 1190. Par pétition datée de Bruxelles, le 9 décembre 1844,
Le sieur Gaillet, ancien soldat, déchu de la qualité de belge pour avoir pris du service à l'étranger, demande à être relevé de cette déchéance. — Renvoi au Ministre de la Justice.
30. 1217. Par pétition datée de Frameries, le 31 décembre 1844,
Le sieur Louis-Félix Marguier, qui a demandé la naturalisation ordinaire, prie la Chambre de l'exempter du droit d'enregistrement. — Concl. — Renvoi au Ministre de la Justice.
31. 1339. Par pétition datée d'Ostende, le 30 janvier 1845,
Le sieur Richard Brewer, négociant-commissionnaire

à Ostende, qui a obtenu la naturalisation ordinaire, demande exemption du droit d'enregistrement. — Concl. — Renvoi au Ministre de la Justice.

32. 1478. Par pétition d'Arlon, datée du 26 mars 1845,
Le sieur Rothermel, pharmacien à Arlon, demande exemption du droit d'enregistrement dû pour la naturalisation ordinaire qui lui a été conférée le 31 décembre 1844. — Concl. — Renvoi au Ministre de la Justice.
33. 1606. Par pétition datée de Liège, le 25 avril 1845,
Le sieur Maximilien Nieprzecki, dessinateur à la manufacture d'armes de l'État, à Liège, demande exemption du droit d'enregistrement de l'acte de naturalisation ordinaire qui lui a été accordée par la loi du 3 avril. — Concl. — Renvoi au Ministre de la Justice.
34. 1639. Par pétition datée de Maseyck, le 18 avril 1845,
Le sieur Étienne Goubau, brigadier-garde champêtre à Maseyck, demande exemption du droit d'enregistrement pour l'acte de naturalisation ordinaire qui lui a été accordée. — Concl. — Renvoi au Ministre de la Justice.
35. 1479. Par pétition datée de Furnes, le 15 novembre 1845,
Le sieur Du Breucq, secrétaire au parquet du tribunal de première instance de Furnes, prie la Chambre d'améliorer la position des secrétaires de parquet. — Concl. — Renvoi au Ministre de la Justice.
36. 1758. Par pétition datée d'Audenaerde, le 21 novembre 1845,
Le sieur Frédéric Van Temsche, secrétaire au parquet du tribunal de première instance à Audenaerde, demande une augmentation de traitement pour les secrétaires de parquet. — Concl. — Renvoi au Ministre de la Justice.

